

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE DE POLYNESIE

Société Anonyme au capital de XPF 1 380 000 000
 Siège Social : 355 Boulevard Pomaré, BP 530, 98713 PAPEETE
 RCS Papeete : 72 44 B – LBOM N°8

BILAN AU 31 DECEMBRE 2023 (En milliers XPF)

ACTIF	REF	31/12/2023	31/12/2022
CAISSE BANQUES CENTRALES CCP	Note N°2	9 822 886	7 368 054
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES		0	0
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	Note N°2	63 269 297	54 726 551
CREANCES SUR LA CLIENTELE	Note N°3	139 824 791	133 814 074
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENUS FIXES		0	0
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENUS VARIABLES		0	0
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES A LONG TERME	Note N°4	622 399	617 558
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES		0	0
CREDIT BAIL ET LOCATIONS AVEC OPTIONS D'ACHAT		0	0
LOCATION SIMPLE		0	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Note N°6	489 463	612 329
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Note N°6	2 541 385	2 650 534
CAPITAL SOUSCRIT NON VERSE		0	0
ACTIONS PROPRES		0	0
COMPTE DE NEGOCIATION DE REGLEMENT		0	0
AUTRES ACTIFS	Note N°7	352 690	309 734
COMPTES DE REGULARISATION	Note N°8	1 123 337	1 536 720
TOTAL DE L'ACTIF		218 046 248	201 635 554

PASSIF	REF	31/12/2023	31/12/2022
BANQUES CENTRALES CCP		0	0
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	Note N°2	11 989 321	5 934 049
OPERATION AVEC LA CLIENTELE	Note N°3	188 923 648	180 386 428
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	Note N°3	0	0
AUTRES PASSIFS	Note N°7	1 119 947	593 977
COMPTES DE REGULARISATION	Note N°7	2 430 843	2 306 256
COMPTES DE NEGOCIATION ET DE REGLEMENT		0	0
PROVISIONS	Note N°5	1 357 354	2 080 249
DETTES SUBORDONNEES		0	0
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	Note N°5	0	0
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	Note N°6	12 225 135	10 334 595
CAPITAL SOUSCRIT		1 380 000	1 380 000
PRIME D'EMISSION		1 347 273	1 347 273
RESERVES		2 813 000	2 813 000
ECARTS DE REEVALUATION		0	0
PROVISIONS REGL., SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Note N°5	561 844	502 246
REPORT A NOUVEAU (+/-)		3 673 836	3 055 039
RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)		2 449 182	1 237 037
TOTAL DU PASSIF		218 046 248	201 635 554

HORS-BILAN AU 31 DECEMBRE 2023

HORS BILAN	REF	31/12/2023	31/12/2022
ENGAGEMENTS DONNES			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	Note N°8	22 265 960	20 449 482
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	Note N°8	18 924 011	22 315 561
ENGAGEMENTS SUR TITRES	Note N°8	0	0
ENGAGEMENTS RECUS			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	Note N°8	5 408 589	9 562 009
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	Note N°8	36 231 083	38 967 912
ENGAGEMENTS SUR TITRES	Note N°8	0	0

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2023
En milliers XPF

MODELE EN LISTE	REF	31/12/2023	31/12/2022
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	Note N°9	6 188 129	3 598 488
INTERETS ET CHARGES ASSIMILES	Note N°9	-1 067 102	-411 682
PRODUITS SUR OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET ASSIMILES		0	0
CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET ASSIMILES		0	0
PRODUITS SUR OPERATIONS DE LOCATIONS SIMPLES		0	0
CHARGES SUR OPERATIONS DE LOCATIONS SIMPLES		0	0
REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES	Note N°10	21 721	50 547
COMMISSIONS (PRODUITS)	Note N°10	3 283 902	3 270 748
COMMISSIONS (CHARGES)	Note N°10	-797 969	-903 030
GAINS, PERTES SUR OPER. DES PORTEFEUILLES DE NEGO. (+/-)	Note N°10	411 495	367 007
GAINS, PERTES SUR OPER. DES PORTEFEUILLES DE PLACE. (+/-)		0	0
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	Note N°11	216 576	181 303
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	Note N°11	-153 982	-106 856
PRODUIT NET BANCAIRE		8 102 770	6 046 525
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	Note N°12	-3 906 996	-3 551 833
DOT AUX AMORTS ET AUX DEP. SUR IMMOBS INC. ET CORP.	Note N°16	-372 876	-290 557
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		3 822 898	2 204 135
COUT DU RISQUE	Note N°13	691 479	284 062
RESULTAT D'EXPLOITATION		4 514 377	2 488 197
GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES (+/-)	Note N°16	396	-2 207
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		4 514 377	2 485 990
RESULTAT EXCEPTIONNEL (+/-)	Note N°14	-566 483	-315 241
IMPOTS SUR LES BENEFICES	Note N°15	-1 439 510	-894 297
DOTATIONS REPRISES DE FBRG ET PROVS REGLEMENTEES (+/-)	Note N°13	-59 598	-39 416
RESULTAT NET		2 449 182	1 237 036

Conformément à l'article 3 du Règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables, la Banque de Polynésie publie ci-après son annexe aux comptes annuels relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2023. L'objet de ce document est de fournir les informations d'importance significative permettant d'avoir une juste appréciation du patrimoine, de la situation comptable et financière de l'établissement, des risques assujettis qu'il assume et des résultats.

Les points abordés sont les suivants :

I/ Préambule : Présentation du cadre réglementaire et fiscal dans lesquels s'exerce l'activité de banque en Polynésie Française.

II/ Note n° 1 – Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes annuels. Enumération des changements de méthode significatifs

III/ Notes annexes supplémentaires : Informations sur les comptes et méthodes de calculs utilisées:

- Postes du bilan
- Postes du Hors bilan
- Postes du résultat

IV/ Autres informations

I/ Préambule : CADRE RÉGLEMENTAIRE ET FISCAL

L'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, appuyée au plan local par l'Institut d'Emission d'Outre-Mer, exerce son contrôle sur nos activités. Nous sommes tenus de présenter à ces organismes nos situations comptables périodiques.

Nous répondons aux critères de contrôle exclusif de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE.

Cette appartenance à un groupe bancaire nous permet :

- de bénéficier d'une exonération de supervision prudentielle au niveau individuel sur le ratio de solvabilité, pour lequel nous remontons nos informations au Groupe qui est supervisé au niveau consolidé.
- de bénéficier d'une exemption de production des ratio de liquidité au niveau individuel du fait d'une intégration dans le sous-groupe de liquidité France du Groupe.
- de dépasser le plafond de 25% de fonds propres pour les grands risques en sachant que les engagements dépassant le plafond de 25% sont contre garantis par notre société mère.

Nous sommes soumis au dispositif de réserves obligatoire de l'IEOM. Les taux des réserves n'ont pas évolué en 2023. Ils sont de :

- 1 % pour les exigibilités à vue, à l'exception des comptes sur livret,
- 1 % pour les comptes sur livret,
- 1 % pour les autres exigibilités inférieures à 2 ans,
- 0 % sur les crédits clientèles non exonérés de réserves

Pour information, sur la base de nos données au 31/12/2023, nos réserves obligatoires devaient atteindre en moyenne 1 752 M XPF contre 1 667 M XPF au 31 décembre 2022.

La Polynésie française est une collectivité outremer dotée d'une autonomie fiscale.

- a) de l'impôt sur les sociétés au taux de 35% et, quand le bénéfice fiscal atteint ou dépasse 50 millions de XPF, d'une contribution supplémentaire calculée par tranches du bénéfice imposable et qui se monte à 15% au-delà de 400 M XPF.
- b) d'une taxe de 3% sur le produit bancaire net.

Le report déficitaire est possible sur 5 ans.

Le transfert de dividendes est libre vers la Métropole, après déduction d'un impôt prélevé à la source (Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers : I.R.C.M., qui associé à une contribution de solidarité Territoriale se monte globalement à 15%).

En matière de provisions pour risques, celles affectées aux risques douteux sont fiscalement déductibles dans le respect des critères définis par le code des impôts polynésien tout comme la provision à caractère de réserve sur les encours à moyen et long terme. Cette dernière est plafonnée à 0,5% des engagements desdits concours et la dotation de l'exercice ne peut excéder 5% des bénéfices.

Depuis le 01/01/98, conformément à la délibération n° 97-24 de l'Assemblée de Polynésie Française du 11/02/97, une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) a été instituée, fixant trois taux qui, pour 2023, ressortent à :

taux normal :	16% sur les biens
taux intermédiaire :	13% sur les prestations de services
taux réduit :	5% sur les produits alimentaires

En 2022 a été créé sur la même assiette que la TVA, une Contribution Pour la Solidarité (CPS) instituée à partir du 01/04/2022 au taux de 1% avec la particularité de ne pas être récupérable. Cette mesure a été abrogée au 01 octobre 2023.

Depuis le 01/09/98, la délibération n° 98-101 de l'Assemblée de Polynésie Française du 23/07/98 donne lieu à l'application d'une retenue à la source sur les revenus des non-résidents.
Son taux était de 15% sur l'exercice 2023.

En conséquence de ces délibérations, les frais d'assistance technique facturés par le Groupe Société Générale, supportent la TVA, la CPS (sur la partie de l'année concernée) et la retenue à la source.

Il n'y a pas d'impôt sur le revenu des personnes physiques (I.R.P.P.) en Polynésie Française. Par contre, depuis juillet 1993, les salariés sont redevables d'une Contribution de Solidarité Territoriale (C.S.T.) prélevée à la source.

Par ailleurs, un impôt sur le revenu des capitaux mobiliers est appliqué sur les intérêts servis sur les placements à échéance fixe (comptes à terme, bons de caisse, certificats de dépôts). Auquel s'ajoute une CST spécifique, l'imposition est la même depuis plusieurs années et se monte au global à 9%.

II/ Note n°1 – PRINCIPALES REGLES D'EVALUATION ET DE PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS

Généralités

Les comptes sont présentés conformément aux principes instaurés par le règlement N° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les documents annuels publiables, bilan et résultat, sont établis sur deux exercices.

La durée de l'exercice est d'une année, du 1er janvier au 31 décembre.

Le bilan est établi selon le modèle type, présenté avant l'affectation du résultat.

Le passif fait apparaître le sous-total correspondant aux capitaux propres.

La Banque de Polynésie est détenue majoritairement par le Groupe SOCIETE GENERALE. Ses comptes sont consolidés par intégration globale dans les comptes du Groupe.

Les postes de l'actif sont présentés en valeur nette. Ainsi les montants des amortissements ou les dépréciations n'apparaissent pas distinctement. Ils sont déduits des montants correspondants figurant à l'actif.

Les intérêts courus ou échus, à recevoir ou à payer, sont regroupés, pour leur présentation au bilan, avec les postes d'actif ou de passif pour lesquels ces intérêts ont été acquis ou dus.

Risque de Crédit

Définitions utilisées :

Encours sains : Encours dont le dossier n'a pas fait l'objet d'un passage au service Contentieux ou précontentieux et qui ne présente pas d'incident, ou pas d'impayés suffisamment anciens pour justifier un déclassement en Créances Douteuses.

Encours Restructurés : Créances dont les caractéristiques initiales sont modifiées du fait de difficultés rencontrées par le débiteur, lui permettant ainsi de reprendre des remboursements réguliers. Ces créances sont déclassées en douteux dès le premier impayé.

Encours Douteux : Encours avec au moins un impayé de plus de trois mois pour tous les types de prêts.

Encours douteux Compromis : Encours dénoncé ou en cours de dénonciation, géré au niveau du service Contentieux

Segmentation des encours :

Les encours sont segmentés par attributs clientèles réglementaires, mais également par marchés (Particuliers/Entreprises).

Nous utilisons au niveau des entreprises le système de notation externe de l'IEOM dans le cadre de l'éligibilité ou non au système de réescompte et par rapport à la soumission ou non aux réserves obligatoires.

Un système de notation interne est également utilisé pour affiner la gestion de nos encours sur la clientèle.

Règles relatives aux créances douteuses

Le déclassement en créances douteuses relève principalement d'un traitement automatique intégré à notre système d'information.

Sont des créances douteuses :

- les dossiers qui ont été transmis à notre service contentieux et qui sont gérés par lui ;
- les dossiers identifiés comme douteux précontentieux ;
- les dossiers non compris dans les deux premières catégories qui sont identifiés en fonction de leurs impayés et qui conformément à la réglementation nécessitent un déclassement.

Le traitement de la contagion, notamment sur les comptes ordinaires débiteurs, relève également d'un module spécifique de notre système d'information.

Des contrôles de cohérence sont effectués régulièrement pour corriger les éventuelles anomalies pouvant survenir (inadéquation entre la note interne du client et la classification de ses encours).

Les intérêts cessent d'être comptabilisés sur les dossiers gérés par le Contentieux. Ce sont ces dossiers qui constituent nos encours douteux compromis.

Notre établissement effectue un provisionnement d'engagements sur base individuelle suite à l'analyse de chaque dossier pour la clientèle dite " Non Retail " ou pour la clientèle " Retail " quand les engagements dépassent 59MXPF.

Les crédits à l'habitat, faisant l'objet d'un classement en douteux, représentent un volume d'opération relativement faible en nombre ; depuis 2019, ils sont également tous gérés sur base individuelle.

Une provision sur base statistique est appliquée sur les encours douteux relevant de la clientèle " Retail ", quand les engagements sont inférieurs à 59MXPF. Le provisionnement au moment du défaut s'effectue en fonction des taux historiques de pertes observés sur des groupes homogènes de crédit. Des profils de recouvrement sont aussi établis par groupe homogène, définissant les taux de récupération attendus dans le temps, en fonction du nombre de mois de défaut. Les écarts à ces profils standards font l'objet de reprise ou de compléments de provision.

Le calcul de l'effet d'actualisation fait, pour sa part, l'objet d'un calcul par agrégats.

Les créances douteuses comprennent les créances en francs pacifiques (XPF) et, éventuellement, en devises. Par créances douteuses, il faut entendre les créances de toutes natures, même assorties de garanties, présentant un risque probable ou certain de non recouvrement total ou partiel, impayées depuis plus de trois mois (pour tous les types de crédits), ou encore présentant un caractère contentieux.

En application de l'article 13 du règlement 2002-03 nous avons procédé à un changement de méthode en 2005 en intégrant à nos dépréciations un effet d'actualisation des flux futurs (cf. Art. 2231-2 du règlement 2014-07 de l'ANC)

Le montant de dépréciation complémentaire est calculé à partir d'un outil développé au niveau de la Banque de détail et de financement spécialisés Internationaux (IBFS) au sein du Groupe Société Générale.

Conversion des comptes en devises

Les créances et dettes en devises sont présentées en monnaie locale (XPF). Les cours utilisés pour leur conversion sont les derniers cours cotés connus lors de l'établissement de l'arrêté comptable annuel.

Provision pour épargne logement

En application du règlement 2007-01 du Comité de la réglementation comptable, La Banque de Polynésie a comptabilisé pour la première fois en 2008 une provision relative aux opérations d'épargne logement. La provision a été calculée à l'aide d'un outil élaboré par le Groupe Société Générale et utilisé pour son réseau en métropole.

Au 31/12/2023, la provision se monte à 36,7 M XPF contre 14,10 M XPF au 31/12/2022. Un tableau récapitulatif sur les évolutions de la provision est présent à la fin de ce document au niveau de la rubrique autres informations.

Pour plus de détail sur le calcul de la provision, il est possible de se référer à la partie Epargne Logement de la note 8.3.1 du document de référence 2023 de la Société Générale (p.511).

Swap de taux

La Banque de Polynésie disposait, au 31/12/2023, d'un contrat de swap de taux en cours de validité dans le cadre de la micro couverture d'une opération de crédit. Le nominal concerné se monte à 149,57 M XPF au 31/12/2023 contre 167,88 M fin 2022.

Titres de participations

Les titres de participations regroupent l'ensemble de nos participations dans des sociétés de la place, comptabilisées à leur valeur d'achat, ainsi que les apports en comptes courants d'associés qui y sont rattachés.

Actif immobilisé

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés selon leur durée d'utilité et selon une méthode linéaire, aux principaux taux suivants :

• Terrains (d'exploitation et hors exploitation)	0 % l'an
• Immeubles (d'exploitation et hors exploitation)	entre 2,5 et 5 % l'an
• Installations	20 % l'an
• Matériel et mobilier (banque et personnel)	20 % l'an
• Matériel informatique :	
gros matériel	20 % l'an
petit matériel	33 % l'an
• Véhicules	33 % l'an

Les dotations aux amortissements sont portées au compte de résultat dans la rubrique « Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisation incorporelles et corporelles ».

Investissements en défiscalisation

Notre Etablissement peut participer à des opérations profitant d'Incitations fiscales à l'investissement décrites dans le Code des Investissements polynésien. Au niveau du compte de résultat et du bilan, leur impact transparait comme suit :

(1) la part de crédit d'impôt destinée à être rétrocédée au promoteur immobilier par le biais d'un abandon de créance, fait l'objet d'une dépréciation exceptionnelle venant en déduction de l'apport effectué. (2) Le reliquat de crédit d'impôt est posté sur un compte de Produit Constaté d'avance en attendant la finalisation du projet défiscalisé. (3) dans le cas où un crédit d'impôt serait reporté sur l'exercice suivant, la dotation aux dépréciations ou l'abandon de créance est neutralisée par une Charge constatée d'avance qui sera reprise lors de l'utilisation effective du crédit d'impôt, légèrement décalé dans le temps. Le crédit d'impôt peut être reporté sur les cinq exercices suivants celui de la réalisation de l'investissement.

Spécificité 2023 : La Banque de Polynésie n'avait pas à l'ouverture de l'exercice de stock de crédit d'impôt non utilisé. Elle a effectué sept investissements en défiscalisation sur l'exercice ; il y a eu deux dénouements d'opération en 2023 pour un impact en résultat net de 30,1 M XPF.

Provisions générales

Notre établissement maintient une provision à caractère de réserve pour risques sur les encours de crédits à moyens et long terme avec une dotation annuelle inférieure ou égale à 5% du bénéfice comptable pour maintenir un encours global ne pouvant excéder 0,5% de l'encours des crédits sains à moyen et long terme. Cette provision a progressé en 2023 du fait d'une hausse des encours ; elle se monte à 562M XPF contre 502M XPF fin 2022.

Pour information, en 2019 la provision pour FRBG qui figurait dans les comptes à l'ouverture de l'exercice a été intégralement reprise. Dans le même temps, en complément de la provision sur encours à moyen et long terme cité ci-dessus, la Banque de Polynésie a constitué au passif des provisions pour arriver à un montant équivalent aux provisions remontées au Groupe en Consolidation dans le cadre du respect de la norme IFRS9.

En 2022 le calcul de ces provisions permettait des reprises qui ont été neutralisées par la création d'une provision complémentaire (overlay) de 746 M sur les entreprises. Cet overlay est repris intégralement en 2023 et est partiellement remplacé par une provision sectorielle de 235 M XPF.

Pour ces nouvelles provisions logées au passif dans nos comptes sociaux, la Banque de Polynésie (BDP) reprend globalement les normes de calcul utilisées pour sa consolidation au sein du Groupe Société générale.

Les encours sains sont étudiés selon une segmentation du risque :

- Bucket 1 (B1) ou Stage 1 (S1) pour regrouper les encours sans impayés ou avec un impayé entre 0 et 29 jours ;
- Bucket 2 (B2) ou Stage 2 (S2) pour les encours classés sensibles par l'entité et/ou avec au moins un impayé entre 30 et 90 jours. Un dépassement de ligne de découvert est ici assimilé à un impayé. La notion de sensible peut s'interpréter comme une notion de mise sous surveillance ; elle représente une situation de dégradation du risque à travers la présence d'un impayé ou selon d'autres critères comme par exemple une forte amplitude entre deux notations internes, un non-renouvellement de notation interne dans les délais fixés pour le Non Retail.

Les provisions sont calculées de la manière suivante : $\text{Provision} = \text{EAD} \times \text{PD} \times \text{LGD}$

Où : EAD = Exposure At Default (exposition au défaut). Pour le hors bilan un coefficient peut être utilisé, pour convertir l'encours hors bilan en équivalent bilan (Crédit Conversion Factor ou CCF).

PD = Probabilité de défaut à 1 an pour les encours B1 et à maturité pour les encours B2

LGD = Loss Given Default (Perte en cas de défaut).

Les paramètres de PD et LGD sont calculés pour les expositions B1 et B2 pour chacun des segments clientèle Retail et Non Retail. Ils sont influencés par :

- La structure du portefeuille : produit, marché,...
- Le risque du portefeuille (type de clientèle)
- La qualité du recouvrement
- Les profondeurs d'historiques et la qualité des données utilisées pour les analyses de la fonction Risques.

A partir de 2021, Banque de Polynésie a intégré dans ces taux de provisionnement une composante " forward looking ".

Engagements envers le personnel

Nos engagements envers le personnel concernant le versement lors du départ à la retraite d'une indemnité de fin de carrière, font l'objet d'un contrat auprès d'une compagnie d'assurance de la place.

L'engagement à fin 2023 était estimé par cette compagnie à 124,6 M XPF. Le montant du fonds collectif était au 31/12/2023 estimé à 170 M XPF. Il n'y a pas eu de nouvelle prime de provisionnée dans les comptes 2023.

Hors Bilan

Le hors-bilan présente successivement les engagements donnés puis les engagements reçus, en distinguant pour chacune de ces catégories :

- les engagements de financement,
- les engagements de garantie,
- les engagements sur titres.

Compte de résultat

Le compte de résultat publiable est un document de synthèse, commun à l'ensemble des établissements assujettis.

La rubrique Résultat exceptionnel comprend les produits et charges encourus par la Banque de Polynésie dont la survenance revêt un caractère exceptionnel soit par leur nature soit par leur montant. Ils sont le plus souvent générés par des événements exogènes à l'activité de la Banque de Polynésie.

CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE ET DE PRESENTATION DES COMPTES SUR L'EXERCICE 2023

Pas de changement de méthode appliqué sur l'exercice 2023 au niveau de la présentation des comptes et des méthodes comptables.

La Banque de Polynésie a effectué en 2022 une modification sur sa méthode de détermination de la part non déductible des provisions sur créances douteuses.

Avant 2022, les provisions non déductibles étaient déterminées individuellement en fonction des dossiers pour l'intégralité ou une part des provisions concernées.

A partir de 2022 une méthode statistique a été instaurée, se basant sur une analyse sur les cinq années précédentes des dossiers contentieux qui ont été clôturés sur la période. Des proportions ont ainsi été déterminées pour le marché des entreprises, celui des professionnels et celui des particuliers.

ELEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS SUR L'EXERCICE

- Les taux du marché interbancaire de la zone EURO ont fortement progressé pour venir se stabiliser à près de 4%.
- Cette situation de taux a impacté la formation de la marge d'intérêt de la Banque de Polynésie.
- Les dispositifs mis en place dans le cadre de la crise covid ont impacté le bilan de la BDP. Ils sont principalement constitués d'encours de PGE (Prêts Garantis par l'Etat) débloqués à hauteur de 16,3 G XPF en 2020 en faveur de nos clients. Ces encours ont fait l'objet de consultation en 2021 pour déterminer les modalités de leur remboursement. Une majorité des crédits est étalé sur la durée maximale de 60 mois. Ces encours, distribué par la Banque de Polynésie sont à taux variable indexé sur l'Euribor 3 mois.
- Le Coût Net du Risque est un des éléments majeurs de l'année. Il est créditeur sur l'exercice.

ELEMENTS SIGNIFICATIFS POST CLOTURE L'EXERCICE

Pas d'éléments significatifs détectés.

III/ INFORMATIONS SUR LES POSTES DU BILAN, DU HORS BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT**POSTES DU BILAN**

a) Opérations sur les établissements de crédits – Note 2

- Ventilation des créances et des dettes avec les établissements financiers – exercice 2023 :

CLIENTELE FINANCIERE (en milliers de XPF)	2023	2022	Variation
CREANCES SUR LES INSTITUTIONS FINANCIERES			
CAISSES	1 669 058	1 629 812	+ 2,41%
IEOM, CCP	8 153 828	5 738 242	+ 42,10%
CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP	9 822 886	7 368 054	+ 33,32%
CREANCES A VUE	24 660 877	28 228 261	- 12,64%
CREANCES A TERME	38 232 169	26 295 144	+ 45,40%
CREANCES RATTACHEES	376 251	203 146	+ 85,21%
CREANCES SUR ETS DE CREDIT	63 269 297	54 726 551	+ 15,61%

PASSIF / BANQUE CENTRALE, IEOM	0	0	
DETTE ENVERS LES INSTITUTIONS FINANCIERES			
DETTE A VUE	1 063 941	411 235	+ 158,72%
DETTE A TERME	10 784 062	5 520 530	+ 95,34%
DETTE RATTACHEES	141 318	2 284	+ 6087,30%
DETTE SUR ETS DE CREDIT	11 989 321	5 934 049	+ 102,04%

- Durée restant à courir sur la clientèle financière – exercice 2023

CLIENTELE FINANCIERE (En milliers de XPF)	D < ou = 3 mois	3mois < D < ou = 1 an	1an < D < ou = 5 ans	D > 5 ans	Total
Créances sur Institutions financières	50 841 003	8 772 395	3 630 429	25 470	63 269 297
Mobilisable à l'IEOM	0	0	0	0	0
Non mobilisable à l'IEOM	50 841 003	8 772 395	3 630 429	25 470	63 269 297
Dettes sur Institutions financières (emprunts et valeurs données en pension)	3 608 048	4 999 150	3 368 137	13 985	11 989 321

b) Opérations avec la clientèle non financière – Note 3

- Ventilation des opérations avec la clientèle non financière – exercice 2023 :

CLIENTELE NON FINANCIERE (En milliers de XPF)	2023	2022	Variation
CREANCES COMMERCIALES	4 796 892	3 943 775	21,63%
AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE	123 432 430	116 167 284	6,25%
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	10 448 065	12 241 365	-14,65%
CREANCES DOUTEUSES	3 092 733	3 515 979	-12,04%
DEPRECIATIONS DE CREANCES DOUTEUSES	-2 359 694	-2 313 756	1,99%
CREANCES RATTACHEES	414 365	259 427	59,72%
CREANCES SUR LA CLIENTELE	139 824 791	133 814 074	4,49%
COMPTES D'EPARGNE,CEL	36 236 602	40 605 010	-10,76%
PEL	11 182 603	11 332 064	-1,32%
DETTES A VUE	116 266 585	123 245 280	-5,66%
Dettes à terme			
DAT	24 653 677	4 844 306	408,92%
DETTES RATTACHEES / CLIENTELE	584 181	359 768	62,38%
DETTES ENVERS LA CLIENTELE	188 923 648	180 386 428	4,73%
BDC	0	0	
TCN - Certificats de dépôts	0	0	
DETTES RATTACHEES	0	0	
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	0	0	

- Durée restant à courir sur la clientèle non financière – exercice 2023

CLIENTELE NON FINANCIERE (en milliers de XPF)	D < ou = 3 mois	3mois < D < ou = 1 an	1an < D < ou = 5 ans	D > 5 ans	Total
Créances amortissables sur la clientèle	9 661 003	14 827 396	51 722 328	51 721 878	127 932 604
Mobilisables à l'IEOM	0	0	0	0	0
Non-mobilisables à l'IEOM	9 661 003	14 827 396	51 722 328	51 721 878	127 932 604
Dettes sur la clientèle	21 435 403	12 817 998	961 167	621 712	35 836 280
Plans d'épargne logement	8 484 486	1 116 238	960 167	621 712	11 182 603
Dépôts à Terme	12 950 917	11 701 760	1 000	0	24 653 677
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0
Bons de Caisse	0	0	0	0	0
TCN - Certificats de dépôt	0	0	0	0	0

- Décomposition de l'encours clientèle au 31/12/2023 :

Détails des encours sur la clientèle par type de crédit et par marché avec distinction des créances douteuses et des créances douteuses compromises.

(en milliers de XPF)	TOTAL	ENTREPRISES	PARTICULIERS	AUTRES
Créances commerciales	4 796 892	4 796 892		
Crédits de trésorerie	41 317 453	24 863 997	14 039 457	2 413 999
Dont : - Ventes à tempérament				
- Utilisation d'ouverture de crédits permanents	1 982	0	1 982	0
- Autres	41 315 471	24 863 997	14 037 475	2 413 999
Crédits à l'équipement	34 820 087	26 529 683		8 290 404
Crédits à l'habitat	46 998 161	6 590 949	39 236 197	1 171 015
Autres crédits	0	0		
Comptes ordinaires débiteurs	10 448 066	10 278 805	166 849	2 412
Valeurs non imputées	296 727	0	296 727	0
Créances rattachées (*)	414 365	295 985	118 381	
TOTAL CREANCES SAINES	139 091 751	73 356 311	53 857 611	11 877 830
<i>dont créances restructurées</i>	<i>767 792</i>	<i>511 761</i>	<i>256 031</i>	
Total Créances douteuses	3 092 733	2 299 663	781 534	11 536
<i>dont Créances douteuses Compromises</i>	<i>2 354 708</i>	<i>1 800 436</i>	<i>542 759</i>	<i>11 513</i>
TOTAL EMPLOIS BRUTS	142 184 484	75 655 974	54 639 145	11 889 366
Provisions	2 359 694	1 836 095	512 086	11 513
TOTAL CREANCES NETTES	139 824 790	73 819 879	54 127 059	11 877 853
% Provisions / Total Créances Douteuses	76%	80%	66%	100%
% Provisions / Total Emplois Bruts	2%	2%	1%	0%
% Total Créances douteuses / Total Emplois Bruts	2%	3%	1%	0%

- Ventilation des dettes et créances rattachées – exercice 2023

VENTILATION DES DETTES ET DES CREANCES RATTACHEES (en milliers de XPF)	2023	2022	Variation
CREANCES COMMERCIALES	0	0	
AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE	345 202	206 289	67,34%
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	69 163	53 138	30,16%
CREANCES RATTACHEES	414 365	259 427	59,72%
COMPTES D'EPARGNE,CEL	48 358	46 519	3,95%
PEL	264 041	267 567	-1,32%
DETTES A VUE	67	77	-12,99%
Dettes à terme			
DAT	271 715	45 605	495,80%
DETTES ENVERS LA CLIENTELE	584 181	359 768	62,38%
BDC	0	0	
TCN - Certificats de dépôts	0	0	
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	0	0	

c) Titres de participation en 2023 – Note 4 (En XPF)

	Capital	Quote part de capital détenu	Valeur comptable des titres		Avance en comptes courant	Dépréciations	CA en k XPF	Résultat en k XPF	Observations
			Brute	Après écart de réévaluation					
SAS SOGELEASE BDP	340 000 000	100,0%	340 000 000	340 000 000			53 020	12 373	31/12/2022
SA AIR TAHITI	2 760 000 000	2,0%	21 450 000	21 450 000			16 941 552	382 270	31/12/2022
SA E.D.T.	5 406 094 500	0,2%	23 445 216	23 445 216			20 834 456	1 510 440	31/12/2022
SOGEFOM	136 363 636	7,0%	9 527 272	9 527 272			646 062	-73 628	31/12/2022
SOFIDEP	1 500 000 000	0,3%	5 000 000	5 000 000			nc	nc	
Visa INC (données en contrevaaleur XPF)	nc	0,0%	5 268 043	4 332 032			nc	nc	
I2F PF	5 000 000	37,0%	72 668 629	72 668 629	26 103 500	-47 801 786	108 857	8 755	31/03/2023
Titres détenus sur défiscalisation									
SCP Financière Beachcomber	500	0,2%	1 000	1 000					
SPHP	200 000	0,6%	1 250	1 250					
SC ARANUI 6	800 000	0,1%	1 000	1 000					
SPHP II	200 000	0,5%	1 000	1 000					
SC TIARE INV 1 / APATOA	200 000	0,1%	200	200					
SC TIARE INV 100 / Apetahi express	200 000	0,1%	200	200					
SA SDGPL	300 000 000	0,0%	25 000	25 000					
SC TNP FINANCEMENT	250 000	4,0%	10 000	10 000					
SEBM	10 204 000	0,0%	1 000	1 000					
SC TIARE 102 / MANA ITO	200 000	0,1%	200	200					
SC AIR TAHITI INVEST	200 000	0,1%	200	200					
Avance en comptes courant défiscalisation Certificat d'association et d'associés au Fonds de garantie des dépôts (1)			167 633 288	167 633 288	1 127 228 480	-1 127 228 480			
TOTAL			645 033 498	644 097 487	1 153 331 980	-1 175 030 266			
(1) Comptabilisé en immobilisation incorporelle jusqu'en 2006				(a)+(b)+(c)	622 399 201				
				(a)	(b)	(c)			

d) Immobilisations – Note 16 - Voir les tableaux récapitulatifs en fin de document)

e) Dépréciations constituées en couverture d'un risque de contrepartie

VARIATIONS DES STOCKS DE DEPRECIATIONS (en milliers de XPF)	Stock de Dépréciations début 2023	Flux de dépréciations 2023			Stock de Dépréciations fin 2023
		Dotations	Reprises	Applications	
DEPRECIATIONS sur créances douteuses					
DEPRECIATIONS / RISQUES CLIENTELE	2 313 756	552 743	460 014	46 791	2 359 694
DEPRECIATION DE TITRES	87 944	0	25 042	15 100	47 802
DEPRECIATIONS SUR CPT de Régularisation	8 585	0	1 453	0	7 133
DEPRECIATIONS SUR Actifs en stock	0	0	0	0	0

f) Provisions au passif et FRBG – Note 5

VARIATIONS DES STOCKS DE PROVISIONS (en milliers de XPF)	Stock de Provisions début 2023	Flux de provisions 2023			Stock de Provisions fin 2023
		Dotations	Reprises	Applications	
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	2 582 495	818 124	1 481 421	0	1 919 198
Provisions à caractère de réserves	502 246	59 598	0	0	561 844
Provisions complémentaires equiv. Bucket1 IFRS9	837 413	58 496	938 165		-42 256
Provisions complémentaires equiv. Bucket2 IFRS9	852 966	638 895	356 218		1 135 643
Autres Provisions pour risques et charges	389 871	61 135	187 038	0	263 967
dont Provision sur engagement par signature	195 020	11 650,632	165 338,114	0	41 333
dont provision pour charges et litiges	180 746	26 910,062	21 699,991	0	185 956
dont provision pour épargne logement (*)	14 105	22 574	0	0	36 679
FRBG	0	0	0	0	0

- Détail sur les opérations d'épargne logement :

(en milliers de XPF)	TOTAL	PEL < 4 ans	PEL 4 à 10 ans	PEL > 10 ans
Encours PEL	11 332 064	1 073 916	4 353 277	5 904 871
Provision PEL	7 834	2 887	12 429	5 130
Encours CEL	383 908			
Provision CEL	16 233			
Encours de crédit relatif aux PEL et CEL	0			
Provision sur prêts émis	0			

g) Capitaux propres et assimilés – Note 6

- Répartition des fonds propres en 2023 et en 2022 hors impact résultat

REPARTITION DES FONDS PROPRES (en milliers de XPF)	2023	2022	Variation
CAPITAL	1 380 000	1 380 000	0,00%
PRIMES D'EMISSION	1 347 273	1 347 273	0,00%
RESERVE LEGALE	138 000	138 000	0,00%
AUTRES RESERVES	2 675 000	2 675 000	0,00%
REPORT A NOUVEAU	3 673 836	3 055 039	20,25%
TOTAL DES FONDS PROPRES	9 214 109	8 595 312	7,20%

Le capital se compose de 552 000 actions ayant chacune une valeur nominale de 2 500XPF

Rappel de la répartition du résultat de l'exercice 2022

Proposition d'affectation du résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2023

Il est proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires de valider la distribution d'un dividende au titre de 2022 tenant compte de la progression des encours et de la nécessité de renforcer le niveau global des fonds propres. Ainsi, il vous est proposé d'affecter le résultat de l'exercice 2023 de la manière suivante :

	2022/ 2021 en %	31/12/2022	2023/ 2022 en %	31/12/2023
PROPOSITION DE REPARTITION				
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		1 237 036 797		2 449 181 517
REPORT A NOUVEAU DES EXERCICES PRECEDENTS	65%	3 055 039 425	20%	3 673 836 222
Impact changement de méthode		0		0
MONTANT A SOUMETTRE A L'ASSEMBLEE DES ACTIONNAIRES	1%	4 292 076 222	43%	6 123 017 739
RESERVE LEGALE (5% DES BENEFICES)		0		0
DIVIDENDE	-48%	618 240 000	230%	2 042 400 000
RESERVE		0		0
REPORT A NOUVEAU	20%	3 673 836 222	11%	4 080 617 739
TOTAL DE LA REPARTITION	1%	4 292 076 222	43%	6 123 017 739

- Autres postes du Bilan – Note 7
- Détail des comptes de régularisation

COMPTES DE REGULARISATION (en milliers de XPF)	2023	2022	Variation
DEBITEURS DIVERS	352 690	309 734	13,87%
ACTIFS DIVERS	0	0	
CREANCES DOUTEUSES NETTES	0	0	
DEBITEURS DIVERS	352 690	309 734	13,87%
VALEURS RECUES A L'ENCAISSEMENT	680 373	1 405 189	-51,58%
VALEURS A REJETER	0	0	
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	161 270	18 122	789,91%
PRODUITS A RECEVOIR	85 092	93 693	-9,18%
CHARGES A REPARTIR	0	0	
AUTRES	196 602	19 716	897,17%
COMPTES DE REGULARISATION ACTIF	1 123 337	1 536 720	-26,90%

DETTE SUR TITRE EMPRUNTE	0	0	
AUTRES CREDITEURS DIVERS	1 119 947	593 977	88,55%
CREDITEURS DIVERS	1 119 947	593 977	88,55%
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	1 126 632	1 113 097	1,22%
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	420 761	242 287	73,66%
CHARGES A PAYER	861 595	861 080	0,06%
AUTRES	21 855	89 792	-75,66%
COMPTES DE REGULARISATION PASSIF	2 430 843	2 306 256	5,40%

INFORMATION SUR LE HORS BILAN

- Détail des engagements

ENGAGEMENT HORS BILAN (en milliers de XPF)	2023	2022	Variation
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT			
EN FAVEUR D'ETS DE CREDIT	0	0	
EN FAVEUR DE LA CLIENTELE (1)	22 265 960	20 449 482	8,88%
ENGAGEMENTS DONNES	22 265 960	20 449 482	8,88%
RECUS D'ETS DE CREDIT (2)	5 408 589	9 562 009	
RECUS DE LA CLIENTELE			
ENGAGEMENTS RECUS	5 408 589	9 562 009	

ENGAGEMENT HORS BILAN (en milliers de XPF)	2023	2022	Variation
ENGAGEMENTS DE GARANTIE			
D'ORDRE D'ETS DE CREDIT	0	0	
D'ORDRE DE LA CLIENTELE	18 841 242	22 084 722	-14,69%
ENGAGEMENTS DONNES	18 841 242	22 084 722	-14,69%
RECUS D'ETS DE CREDIT (3)	27 165 263	26 534 034	2,38%
RECUS DE LA CLIENTELE (4)	9 065 820	12 433 878	
ENGAGEMENTS RECUS	36 231 083	38 967 912	-7,02%
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	0	0	
ENGAGEMENTS DOUTEUX	82 769	230 840	-64,14%
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	82 769	230 840	-64,14%

(1) dont autorisation de découvert non utilisée	21 197 410	19 357 349	
(2) dont Ligne Stand By / Société Générale	0	0	
(3) dont Garantie Groupe SG sur les Grands Risques (*)	18 769 391	15 044 937	
(4) garantie de l'Etat dans le cadre des PGE			

(*) Les encours pondérés d'un même Groupe dépassant 10% de nos fonds propres constituent au vu de la réglementation un grand risque. Ces grands risques ne peuvent dépasser le plafond de 25% de nos fonds propres. Notre appartenance au Groupe Société Générale nous permet de déroger à cette règle mais nous bénéficions dans ce cas, d'une garantie du Groupe qui vient couvrir les engagements dépassant le plafond autorisé.

- Détail des opérations sur instruments financiers

Engagements sur instruments financiers (en milliers de XPF)	2023	2022	Variation
Opération de gré à gré			
Swap de taux d'intérêts en micro couverture	149 566	167 882	
Opération de change à terme			
Devises à recevoir	755 715	1 046 178	-27,76%
Devises à livrer	755 715	1 046 178	-27,76%
XPF à recevoir	755 715	1 046 178	-27,76%
XPF à livrer	0	0	
Euro à recevoir	0	0	
Euro à livrer	755 715	1 046 178	-27,76%

INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

a) Ventilation des intérêts – Note 9

INTERETS (en milliers de XPF)	2023	2022	Variation
INTERETS SUR ETABLISSEMENTS FINANCIERS			
PRODUITS	1 827 785	318 671	473,56%
CHARGES	-193 369	-12 488	1448,44%
INTERETS NETS EC	1 634 416	306 183	433,80%
INTERETS SUR LA CLIENTELE			
PRODUITS	4 360 344	3 279 817	32,94%
CHARGES	-873 733	-399 194	118,87%
INTERETS NETS CLIENTELE	3 486 611	2 880 623	21,04%

b) Ventilation des commissions – Note 10

PRODUITS DE COMMISSIONS (en milliers de XPF)	2023	2022	Variation
Sur opérations avec la clientèle	506 984	481 188	5,36%
Sur opérations de change	17 428	15 464	12,70%
Sur opérations sur titres	189 360	173 419	9,19%
Sur moyens de paiement	1 111 433	1 110 119	0,12%
Sur autres prestations de services	1 458 697	1 490 558	-2,14%
PRODUITS DE COMMISSIONS	3 283 902	3 270 748	0,40%
REVENUS DES TITRES			
Dividendes reçus de nos participations	21 721	50 547	-57,03%
TOTAL REVENUS DES TITRES	21 721	50 547	-57,03%
OPERATIONS DE PORTEFEUILLE			
Gains de Change	411 495	367 007	12,12%
Charges sur instruments financier	0	0	
NET SUR OPERATIONS DE PORTEFEUILLE	411 495	367 007	12,12%

CHARGES DE COMMISSIONS (en milliers de XPF)	2023	2022	Variation
Sur moyens de paiement	-611 060	-715 220	-14,56%
Sur opérations de change	-12 495	-7 733	61,58%
Sur autres prestations de services	-174 414	-180 077	-3,14%
CHARGES DE COMMISSIONS	-797 969	-903 030	-11,63%

c) Ventilation des autres produits et charges d'exploitation bancaire – Note 11

Autres produits d'exploitation bancaire (en milliers de XPF)	2023	2022	Variation
Charges refacturées	125 533	93 802	33,83%
Produit divers d'exploitation bancaire	76 043	72 407	5,02%
Charges refacturées dans le Groupe	15 000	15 000	0,00%
Charges refacturées hors du Groupe	0	94	
Total Autres produits d'exploitation bancaire	216 576	181 303	19,46%

Autres charges d'exploitation bancaire (en milliers de XPF)	2023	2022	Variation
Charges sur autres engagements reçus	-73 114	-72 116	1,38%
Quote-parts des opérations faites en commun	-66 812	-21 795	206,55%
Autres charges diverses	-14 056	-12 945	8,58%
Total Autres charges d'exploitation bancaire	-153 982	-106 856	44,10%

d) Charges générales d'exploitation – Note 12

CHARGES D'EXPLOITATION (en milliers de XPF)	2023	2022	Variation
Salaires et traitements	1 711 492	1 589 529	7,67%
Charges de retraite	268 627	84 870	216,52%
Autres charges sociales	291 324	486 010	-40,06%
CHARGES DE PERSONNEL	2 271 443	2 160 409	5,14%
AUTRES FRAIS ADMINISTRATIFS	1 635 553	1 391 424	17,55%
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	3 906 996	3 551 833	10,00%

e) Coût net des risques – Note 13

- Stock de dépréciations et de provisions (Exercice 2022)

VARIATIONS DES STOCKS (en milliers de XPF)	Stock de dépréciations début 2023	Flux de dépréciation 2023			Stock de dépréciations fin 2023	Write offs de l'exercice	Récupérat° s/créances amorties	Impact sur le Résultat
		Dotations	Reprises	Applications				
ACTIF								
DEPRECIATIONS /	2 313 756	552 743	460 014	46 791	2 359 694	70 297	35 751	80 484
RISQUES CLIENTELE								
DEPRECIATIONS sur	87 944	0	25 042	15 100	47 802	15 100	0	-25 042
Immobilisation Financière								
DEPRECIATIONS SUR	8 585	0	1 453	0	7 133	0	0	-1 453
CPT de Régularisation								
DEPRECIATIONS SUR	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs en stock								
PASSIF								
Provisions complémentaires	837 413	58 496	938 165	0	-42 256			-879 669
equiv. Bucket1 IFRS9								
Provisions complémentaires	852 966	638 895	356 218	0	1 135 643			282 678
equiv. Bucket2 IFRS9								
AUTRES PROVISIONS	375 766	38 561	187 038	0	227 288			-148 477
POUR RISQUES ET								
CHARGES								
Coût Net du Risque (Dotation (+)/Reprise (-))								-691 479
PASSIF								
PROVISION A								
CARACTERE DE	502 246	59 598	0	0	561 844			59 598
RESERVE								
FRBG	0	0	0	0	0			0
Dotation (+)/Reprise (-) de FRBG et provision réglementée								59 598
STOCK TOTAL	4 978 675	1 348 293	1 967 929	61 891	4 297 148	85 397	35 751	

f) Gains ou pertes sur actifs immobilisés : cf tableau des cessions d'immobilisations

g) Détail sur le résultat exceptionnel et sur la défiscalisation – Note 14

(en milliers de XPF)	2023	2022
Autre résultat Exceptionnel	-3 431	-1 088
Constatation en résultat de l'étalement des frais de dossiers antérieurs à 2010	1 448	1 950
Abandon de projets & divers précédemment en immo en cours	0	-15 887
Indemnité de départ ou autre charge RH	0	0
Dotation exceptionnelle pour dépréciation d'actif (defisc)	-652 500	-300 216
Abandon de créance / investissement en défiscalisation	-303 316	0
Autres charges exceptionnelles sur défiscalisation (CPA)	0	0
Reprise de dépréciations pour abandon de créance	303 316	0
Autres produits exceptionnels sur défiscalisation (CPA)	88 000	0
Résultat Exceptionnel	-566 483	-315 241
dont défiscalisation	-564 500	-300 216
Impact de la défiscalisation sur la ligne impôt		
Crédit d'impôt	719 500	400 288
Décalage et Recalage du crédit d'impôt	-124 928	-16 572
Impact total défiscalisation	30 072	83 500

h) Impôt sur les bénéfices – Note 15

IMPOTS SUR LES BENEFICES (en milliers de XPF)	2023	2022	Variation
RESULTAT AVANT IMPOT (a)	3 888 692	2 131 333	82,45%
Impôts sur les Sociétés (1) + contribution sup.	-2 034 482	-1 278 413	
Impôt minimum forfaitaire	0	0	
Réduction d'impôt	400	400	
Crédit d'impôt	719 500	400 288	
Décalage du crédit d'impôt	-124 928	-16 572	
IMPOTS SUR LES BENEFICES	-1 439 510	-894 297	60,97%
RESULTAT NET	2 449 182	1 237 037	98%
<u>Détail du calcul de l'IS</u>			
Résultat comptable avant IS (a)	3 888 692	2 131 333	
Charges non déductibles (2)	2 027 500	1 635 549	
Produits non imposables (2)	-1 802 227	-1 165 057	
Déficit antérieurs et ARD	0	0	
Résultat fiscal	4 113 965	2 601 825	
Impôt sur les sociétés (1)	-1 439 888	-910 639	
contribution supplémentaire	-594 595	-367 774	
Impôt Minimum Forfaitaire	0	0	
<u>Total IS</u>	<u>-2 034 482</u>	<u>-1 278 413</u>	

AUTRES INFORMATIONS

- Investissements défiscalisants

En 2023 la Banque de Polynésie est entrée dans 7 opérations de défiscalisation. Il n'y avait pas de stock de crédit d'impôt sur opérations antérieures à utiliser.

Plusieurs investissements ont été achevés sur l'exercice, générant un impact sur le résultat net 2023.

(en milliers de XPF)	BILAN : Avance en compte courant brute				Crédit d'impôt			Impact résultat net		
	2022	Entrées 2023	Sorties 2023	2023	Déjà utilisé	Utilisé 2023	A Utiliser	Antérieur	2023	A venir
Investissements antérieurs	5 978	0	0	5 978	8 541	0	0	2 562	0	0
Investissements 2018	145 500	0	-145 500	0	454 000	0	0	113 500	0	0
Investissements 2019	37 500	0	0	37 500	200 000	0	0	37 500	0	12 500
Investissements 2020	30 000	0	-30 000	0	219 278	0	0	54 820	0	0
Investissements 2021	243 750	0	-75 000	168 750	325 000	0	0	25 000	0	56 250
Investissements 2022	300 216	0	-37 716	262 500	400 288	0	0	0	12 572	87 500
Investissements 2023	0	652 500	0	652 500	0	719 500	150 500	0	17 500	137 500
Totaux	762 944	652 500	-288 216	1 127 228	1 607 107	719 500	150 500	233 382	30 072	293 750

Note 16 Immobilisations, Amortissements, Cessions – Exercice 2023

	IMMOBILISATIONS				AMORTISSEMENTS				Immob nettes exercice Fin 23
	Valeurs d'acquisit° Début 23	Acquisit° de l'année	Cessions de l'année	Immob brutes exercice Fin 23	Amortis de l'année	Amortis précédents	Diminut° des Amortis	Total des Amortis exercice Fin 23	
TERRAINS	529 372	0	0	529 372					529 372
. d'exploitation	523 372	0	0	523 372					523 372
. hors- exploitation	6 000	0	0	6 000					6 000
IMMEUBLES	2 366 083	86 034	0	2 452 117	74 547	1 071 763	0	1 146 310	1 305 807
. d'exploitation	2 304 480	86 034	0	2 390 513	74 547	1 010 159	0	1 084 707	1 305 807
. hors- exploitation	61 603	0	0	61 603	0	61 603	0	61 603	0
INSTALLATIONS	1 997 592	81 979	230	2 079 342	74 051	1 594 237	66	1 668 222	411 119
. banque	1 869 878	80 010	0	1 949 888	66 159	1 483 653	0	1 549 812	400 076
. informatique	59 541	1 759	0	61 300	5 802	46 098	0	51 900	9 400
. personnel	68 173	210	230	68 153	2 090	64 486	66	66 509	1 644
MATERIEL ET MOBILIER	1 302 195	49 336	3 004	1 348 528	75 783	1 049 794	2 913	1 122 664	225 864
. de bureau	541 697	19 023	141	560 578	18 329	452 116	50	470 394	90 184
. informatique	745 112	28 940	1 961	772 091	57 094	583 217	1 961	638 350	133 741
. personnel	15 387	1 373	902	15 858	360	14 461	902	13 920	1 939
VEHICULES	22 075	6 390	2 750	25 715	1 216	18 753	2 750	17 219	8 495
DROIT AU BAIL	80 444	0	0	80 444					80 444
AUTRE ELEMENT DU FDC	0	0		0					0
FRAIS D'ETUDE	0	0		0	0	0	0	0	0
LOGICIELS	804 822	22 795	0	827 617	65 673	602 477	0	668 150	159 467
Certificat d'association au système de garantie des dépôts	0			0		0		0	0
FONDS COMMERCIAL WBC	254 545			254 545					254 545
IMMOBILISAT° EN COURS	249 882	119 386	224 807	144 462					144 462
TOTAL	7 607 011	365 921	230 790	7 742 142	291 270	4 337 024	5 729	4 622 565	3 119 578

En complément de la VNC ci-dessus; les logiciels font l'objet d'une dépréciation de 84,1 M XPF et les immobilisations corporelles d'une dépréciation de 4,7 M XPF.

Le total des immobilisations nettes est ainsi ramené à 3 030,8 M XPF

CESSIONS 2023	Valeur d'origine	Amortis. antérieurs	Amortis. de l'exercice	Amortis. globaux	Investis. nets (VNC)	Prix de cession	Plus values	Moins values
TERRAINS	0	0	0	0	0	0	0	0
IMMEUBLES	0	0	0	0	0	0	0	0
INSTALLATIONS	230	66	0	66	163	0	0	-163
MATERIEL ET MOBILIER	1 043	945	7	952	91	0	0	-91
MATERIEL INFORMATIQUE	1 961	1 961	0	1 961	0	0	0	0
MATERIEL DE TRANSPORT	2 750	2 750	0	2 750	0	650	650	0
DROIT AU BAIL	0	0		0	0	0	0	
LOGICIEL	0	0		0	0	0	0	
FRAIS DE STAGE AMORTIS	0	0	0	0	0		0	0
TOTAL	5 983	5 722	7	5 729	254	650	650	-254

- Evolution des effectifs des la Banque de Polynésie

ETP PAR CLASSIFICATION	2023	2023/ 2022	2022
CADRES DETACHES	6	150%	4
CADRES LOCAUX	72,8	100%	73
GRADES	179,1	98%	182
G IV	49	111%	44
G III	47,1	91%	52
G II	52	95%	55
G I	31	100%	31
EMPLOYES			
E V			
E IV			
E III			
E II			
E I			
CONTRAT A DUREE DETERMINEE	15	150%	10
APPRENTIS	3		1
TOTAL	275,9	102%	270

EFFECTIF en ETP PAR AGE	31/12/2023		31/12/2022	
	Nombre d'agents	% s/effectif total	Nombre d'agents	% s/effectif total
20 ans et moins	0		1	0,4 %
21 à 25 ans	11	4,0 %	13	4,8 %
26 à 30 ans	46	16,7 %	37	13,7 %
31 à 35 ans	38	13,8 %	43	15,9 %
36 à 40 ans	59	21,4 %	59	21,9 %
41 à 45 ans	36	13,0 %	28	10,4 %
46 à 50 ans	18	6,5 %	23	8,5 %
51 à 55 ans	30,4	11,0 %	36	13,3 %
56 à 59 ans	31,5	11,4 %	26	9,6 %
60 ans et plus	6	2,2 %	4	1,5 %
TOTAL	275,9		270	

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

À l'assemblée générale de la société BANQUE DE POLYNESIE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BANQUE DE POLYNESIE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français tels qu'applicables en Polynésie française, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des normes d'exercice professionnelles relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit – Estimation des provisions collectives et évaluation des dépréciations et provisions individuelles sur les crédits et engagements à la clientèle

Risque identifié**Réponse du collège des commissaires aux comptes face à ce risque**

L'établissement Banque de Polynésie est exposé aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts.

Votre Banque constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir ces risques. Ces dépréciations peuvent prendre la forme de dépréciations individuelles des crédits et engagements hors bilan concernés ou de dépréciations collectives pour les portefeuilles de crédits présentant des risques homogènes et non dépréciés individuellement.

Au 31 décembre 2023, les encours bruts de crédit auprès de la clientèle s'élèvent à 139 825 M.F.CFP, dont 3 092 M.F.CFP d'encours douteux provisionnés pour un montant global de 2 360 M.F.CFP.

Le coût du risque de crédit est positif pour un montant global de 692 M.F.CFP.

(i) Les provisions collectives pour risque de crédit sont évaluées à hauteur des pertes attendues à horizon d'un an et à terminaison, calculées sur la base des encours sains non dégradés et des encours sains dégradés. La banque a recours au jugement dans la détermination des hypothèses et des paramètres utilisés pour calculer ces dépréciations et provisions collectives.

(ii) Par ailleurs, la Banque De Polynésie a recours au jugement et procède à des estimations comptables pour évaluer le niveau des dépréciations individuelles des encours douteux. Les dépréciations individuelles sont déterminées par le management en fonction des flux futurs recouvrables estimés (y compris compte tenu des garanties susceptibles d'être mises en œuvre) sur chacun des crédits concernés.

Nous avons considéré que l'évaluation des dépréciations et provisions constituait un point clé de l'audit, ces éléments faisant appel au jugement et aux estimations de la direction, en particulier pour ce qui concerne les secteurs économiques et les zones géographiques les plus fragilisés par la crise.

Notre approche d'audit a consisté à prendre connaissance du processus d'évaluation des dépréciations et des provisions collectives conduit par la Banque De Polynésie. Nous avons testé les contrôles clés mis en place par la direction pour déterminer les hypothèses et les paramètres ayant servi de base à cette évaluation.

(i) Dépréciation des encours de crédits pour pertes attendues (provisionnement collectif).

Nos travaux ont principalement consisté à :

- Analyser les hypothèses et la documentation fournie par la Banque De Polynésie sur l'identification d'une dégradation significative du risque de crédit
- Prendre connaissance du dispositif de gouvernance mis en place par la Société Générale
- Examiner les principaux paramètres retenus par la Banque De Polynésie pour évaluer les provisions collectives
- Examiner l'information publiée en annexe au titre du provisionnement collectif

(ii) Dépréciation des encours de crédit douteux et contentieux

Nos travaux ont notamment consisté à :

- La réalisation de tests de contrôle du dispositif d'identification et de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses
- La revue du processus de revue de crédit et du dispositif de valorisation des garanties.
- La réalisation d'analyses contradictoires des montants de provisions sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques.
- Tester au 31 décembre 2023 sur une sélection des crédits les plus significatifs sur l'ensemble de la clientèle, les principaux critères appliqués pour la classification en encours douteux, ainsi que les hypothèses retenues pour l'estimation des dépréciations individuelles afférentes

Nous avons également revu le caractère approprié des informations présentées dans les annexes aux comptes annuels en normes françaises et plus particulièrement sur la Note 1 relative aux « Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes annuels » et aux notes Postes du Bilan et du compte de résultat (II/ 1. e), II/ 1. f) et II/ 3. e)

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires applicables en Polynésie française.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 4 avril 2024 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle de l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiqués dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Papeete et Paris-La Défense, le 7 mai 2024

Les commissaires aux comptes

SGP CHANGUES-MENARD-ALBERT-BOYER
Nicolas Ménard

Deloitte & Associés
Maud Monin

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale de la Banque de Polynésie,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, modifié par l'arrêté n°1570 CM du 13 octobre 2016, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article 92 du décret du 23 mars 1967, modifié par l'arrêté n°1570 CM du 13 octobre 2016, relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article 91 du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

1. Avec Société Générale, actionnaire disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 %

a) Convention d'assistance technique et commerciale

Cette convention dite CSF (Corporate service fees) n'a plus données lieu à un provisionnement à partir de 2021 et n'a pas occasionnée de charge sur l'exercice 2023.

b) Convention de « Garantie à Première Demande » avec Société Générale pour garantir les risques pris par votre banque sur les clients ou groupes de clients dont les encours de crédits sont supérieurs à 25 % des fonds propres

A la demande de la Commission Bancaire et pour garantir les risques pris par votre banque sur les clients ou groupes de clients dont les encours de crédits sont supérieurs à 25 % des fonds propres, il a été sollicité une garantie à première demande auprès de Société Générale.

Cette convention a fait l'objet d'un avenant signé en date du 4 mai 2012, afin de préciser les conditions de mise en jeu de la « Garantie à Première Demande » avec Société Générale.

Au 31/12/2023, l'engagement enregistré en comptabilité au titre de cette garantie dans la rubrique engagement de hors-bilan reçu est de 18.769.391 K XPF.

La commission appliquée à l'encours calculé tout au long de l'année est de 0,25% par an. Pour l'exercice 2023, cela représente une charge de 44,3 M XPF.

c) Lettre d'engagement en faveur de la Société générale dans le cadre de la création d'un sous-groupe de liquidité « France » pour bénéficier d'aménagements octroyés par le régulateur au regard de la réglementation sur la liquidité.

Votre conseil d'administration du 13 mai 2014 a autorisé la signature d'une lettre d'engagement au profit de Société Générale dans le cadre de la mise en place d'un sous-groupe de liquidité entre Société Générale et certaines de ses filiales, en vertu de l'article 8 du Règlement (UE) n°575/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012.

Les membres du sous-groupe de liquidité bénéficient d'une dérogation au principe de surveillance de leurs exigences de liquidité sur base individuelle, la supervision des exigences de liquidité étant désormais réalisée sur base sous-consolidée. A ce titre, la Banque de Polynésie s'engage, dans la limite de ses propres capacités financières et réglementaires, à apporter à Société Générale les garanties ou concours financiers nécessaires au respect de ses obligations lorsqu'elles sont exigibles.

Cet engagement ne donne pas lieu à une facturation de commission sur l'exercice 2023.

d) Contrat de Service entre le Groupe Société Générale et la Banque de Polynésie au sujet de l'équipe Conformité Outremer par le Renforcement des Equipes (CORE).

Votre conseil d'administration du 20 mars 2020 a autorisé la signature d'un Contrat de Service entre le Groupe Société Générale et la Banque de Polynésie au sujet de l'équipe Conformité Outremer par le Renforcement des Equipes (CORE) du Groupe qui soutient les entités outremer sur la gestion des projets permettant de répondre aux exigences réglementaires et aux exigences Groupe.

Cette équipe permet de mutualiser un effort d'implémentation d'évolutions réglementaires qui s'applique à toutes les entités de l'outremer français et de coordonner les développements informatiques afférents.

La charge provisionnée liée à l'exercice 2023 se monte à 4,43 M XPF (3,95 M de prestation HT et 0,48 M de TVA et CPS associée).

e) Convention cadre et contrat d'application du monitoring ALM

Votre conseil d'administration du 19 octobre 2020 a autorisé la signature d'un Master Service Agreement (contrat cadre) et d'un Customer Service Agreement (Contrat d'application) entre le Groupe Société Générale et la Banque de Polynésie au sujet du Monitoring AML de la correspondance bancaire.

L'intérêt pour la BDP est d'utiliser l'expertise du Groupe à travers un outil et des équipes dédiées dont il dispose et lui déléguer l'analyse de premier et second niveau des alertes du monitoring a posteriori de la lutte anti-blanchiment dans la correspondance bancaire.

Aucune charge spécifique n'a été comptabilisée sur 2023.

f) Convention cadre et contrat d'application d'une solution KYS (Know Your Supplier) Groupe

Votre conseil d'administration du 25 mars 2021 a autorisé la signature d'un Contrat de Service entre le Groupe Société Générale et la Banque de Polynésie au sujet d'une Solution KYS (Know Your Supplier) Groupe.

Cette solution permet à la Banque de Polynésie de déléguer une partie des obligations du processus Know Your Supplier à RESG/ACH.

Aucune charge spécifique n'a été comptabilisée sur 2023.

g) Contrats d'application au contrat cadre de service « Know Your Client », « Know Your Client : Very large Corporate », « Know Your Client : Bank »

Votre conseil d'administration du 21 octobre 2021 a autorisé la signature de 3 contrats cadres de services et d'un Customer Service Agreement (Contrat d'application) entre le Groupe Société Générale et la Banque de Polynésie au sujet du Monitoring AML de la correspondance bancaire.

L'objet de ces conventions est de migrer sur une plate-forme commune le processus de KYC des banques avec pour bénéfices la mise en place d'un processus standard industriel et solide, la prise en charges centralisé d'un certain nombre de travaux facilitant le passporting intra-groupe.

Aucune charge spécifique n'a été comptabilisée sur 2023.

Papeete et Paris-La Défense, le 07 mai 2024
Les commissaires aux comptes

SCP CHANGUES-MENARD-ALBERT-
BOYER
Nicolas MENARD

Deloitte & Associés
Maud MONIN

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion de la Banque de Polynésie est tenu à la disposition du public au 355 Boulevard Pomaré à Papeete – Tahiti – Polynésie Française.